

## **LA PRESSE AU MAROC UN MONOPOLE PERVERS(75)**

**Source: Anne marie Rozelet: Passeur d'espérance, Français libéraux dans le Maroc en crise 1945-1955" – Afrique Orient, 1998, pp.59-64**

### **Une presse marocaine interdite**

**Dans un pays de Protectorat, on pourrait imaginer l'existence d'une presse spécifiquement marocaine, c'est-à-dire dirigée et éditée par des Marocains... On put en avoir l'espoir durant la parenthèse de la présence d'Eirik Labonne à la Résidence. Un journal "d'opinion" (évidemment nationaliste) parut un temps, avec une édition en arabe et une autre en français. Il fut ensuite soumis à une censure rigoureuse qui faisait apparaître parfois des pages totalement "vierges" sous un titre qui prenait l'allure d'une piquante ironie. Tel ce numéro de "L'Opinion du Peuple" Uournal du parti de l'Istiqlal du 20 avril 1947).**

**En 1952, après la tragique affaire des "Carrières Centrales", l'interdiction des journaux marocains s'ajouta aux autres représailles contre le mouvement national.**

**La liberté d'expression pour les Marocains était bien morte.**

### **Une presse française muselée**

**La- presse française du Protectorat fut dès l'origine, une presse monolithique, conservatrice et ultra-colonialiste.**

**Pour éclairer son histoire, au demeurant passablement embrouillée, nous disposons d'un témoignage privilégié: le rapport rédigé par Antoine Mazzella à l'occasion d'un colloque tenu les 20 et 2] septembre] 991 à l'Université Paris Dauphine. Rapport resté inédit, dont l'auteur nous a fait parvenir le texte, avec l'autorisation de l'utiliser pour le présent ouvrage.**

**C'est en "hors texte" que nos lecteurs pourront prendre connaissance de cette page capitale de l'histoire de la presse du Protectorat. Nous la ramenons ici à ses grandes lignes.**

**Source: Anne marie Rozelet: Passeur d'espérance, Français libéraux dans le Maroc en crise 1945-1955" – Afrique Orient, 1998, p.59**

**Jusqu'en 1945, la presse française était sous la tutelle des "Prépondérants", principalement le groupe Mas (Pierre Mas, homme**

d'affaire aux puissantes relations politiques) qui, nous précise Antoine Mazzella, "posséda jusqu'à cinq quotidiens, mais encore de puissants équipements modernes (les rotatives) et des agences de publicité. L'hégémonie absolue. Ses quatre quotidiens du matin, "Le Petit Marocain", "L'Echo du Maroc", "Le Courrier du Maroc" et "La Dépêche Marocaine" couvraient chacun un secteur du territoire; et un quotidien du soir "La Vigie Marocaine", le plus puissant était diffusé sur tout le Maroc. A ces quotidiens s'ajoutait l'hebdomadaire "Paris", organe des "ultras" pour toute l'Afrique du Nord complétant la panoplie omnipotente de la tendance colonialiste la plus exacerbée. D'autres journaux n'appartenant pas au groupe Mas, "La Presse Marocaine" et "Le Maroc Quotidien", moins bien équipés, n'étaient pas moins conservateurs. Un hebdomadaire "Maroc - Monde", n'appartenant à aucun groupe et se réclamant d'une inspiration "catholique" avait une audience limitée et des positions apparemment indévisibles.

### **La courte parenthèse du Petit Marocain C.G.T**

En 1945, l'ordonnance sur la dissolution des monopoles de la presse obligea Pierre Mas à abandonner certains de ses titres.

"Alors" écrit Antoine Mazzella, "à l'initiative du Syndicat des journalistes professionnels (créé en 1944) et du Syndicat du livre, l'Union Générale des Syndicats Confédérés du Maroc (UG.S.c.M.) se porta candidate à l'acquisition de l'un des titres du groupe Mas, "Le Petit Marocain". Grâce à une exceptionnelle mobilisation des travailleurs conscients de l'enjeu, la somme indispensable fut réunie en un temps record, qui surprit beaucoup de gens peu favorables à notre effort." (cf détails dans document intégral en annexe)

Le 1<sup>er</sup> octobre 1945 paraissait le premier numéro du "Petit Marocain - c.G.T." (la c.G.T. alors unitaire) et premier journal d'orientation libérale.

On a vu (cf p 32) comment son équipe en avait fait un journal d'information concurrentiel au point d'inquiéter les colonialistes et de leur faire créer, pour tenter de s'opposer à son succès, un nouveau journal "Le Maroc Quotidien", au début de 1948. Mais en juillet 48, "Le Maroc Quotidien" fusionne avec "La Presse Marocaine" et passe sous le

Source: Anne marie Rozelet: Passeur d'espérance, Français libéraux dans le Maroc en crise 1945-1955" – Afrique Orient, 1998, p.60

contrôle du Syndicat des mines (Jacques Walter), prenant le nom de "Maroc - Presse".

Cependant cette même année 1948, après la démission d'Antoine Mazzella, voit "Le Petit Marocain" passé sous le contrôle du P.c.P, péricliter et accumuler les difficultés financières. En 1950, il est d'abord repris par le

groupe Mas, puis racheté par le groupe Walter, qui acquiert la possibilité de publier le titre en même temps qu'un second quotidien "Les Nouvelles Marocaines". "Ainsi écrit Antoine Mazzella, allaient paraître pendant quelque temps deux "Petit Marocain", celui racheté par Mas sous le titre "Petit Marocain Progrès" et celui de "Maroc - Presse" sous le titre "Petit Marocain du Soir"."

Ce dernier journal permit la réinsertion professionnelle d'Antoine Mazzella qui accepta d'en prendre la direction à partir du 22 juin 1950, après avoir pris toutes les garanties concernant son indépendance politique. "Malheureusement contre la puissante "Vigie", "Le Petit Marocain du Soir" ne pouvait lutter à armes égales, et en juillet 1951, le groupe Walter moins puissant renonça à sa publication." Entre temps, "Les Nouvelles Marocaines" aussi, avaient cessé de paraître. A partir de juillet 1951, il ne restait plus, face à l'écrasant groupe Mas, que le groupe Walter moins puissant, mais lui aussi conservateur.

On peut dès lors imaginer la pauvreté du paysage médiatique marocain et le "ton" donné par les journaux colonialistes. Informations fallacieuses, commentaires serviles des communiqués de la Résidence, grossières calomnies contre le Sultan et sa famille, contre les nationalistes, déformation impunément délibérée de propos non conformistes sans recours possible à un droit de réponse ou à un démenti, tenaient quotidiennement l'opinion dans un climat d'insécurité, de méfiance, de peur, d'hostilité envers la communauté marocaine démunie de toute contrepartie critique.

Nous avons cité le "faux" utilisé pour "justifier" l'expulsion de Pierre Parent. Bornons-nous à deux autres exemples qu'apprécieront des journalistes: "citation à comparaître" adressée à un rédacteur en chef "coupable" d'avoir enfreint l'interdiction d'un tribunal militaire de rendre compte des procès contre des résistants marocains (donc occultation des plaidoiries). Deuxième exemple, lors des émeutes de Casablanca, la presse (colonialiste) annonça l'arrestation de manifestants "convaincus d'intentions homicides", car on avait trouvé sur eux "d'insolites chausse-pieds". "Révélation" qui, écrit Robert Ban'at dans son livre "Justice Source: Anne marie Rozelet: Passeur d'espérance, Français libéraux dans le Maroc en crise 1945-1955" – Afrique Orient, 1998, p.61

pour le Maroc" "plongea les journalistes venus de France dans une profonde stupéfaction" .

Le support de cette étonnante accusation venait, supposèrent les Marocains, du fait que l'usage des chaussures commençant pour certaines catégories de la population à supplanter celui des babouches, les Musulmans se déchaussant dans les mosquées lors de la prière, avaient pris l'habitude d'avoir sur eux l'instrument qui leur permettrait de se rechausser plus facilement...Prétexte malhonnête ou fantasme de peurs

diffuses, le chausse-pied était devenu plus menaçant que le fusil...

## Les journalistes métropolitains en mission surveillée

Jusqu'en 1954 où le groupe Mas se trouva devant l'impact grandissant d'un journal libéral, "l'ennemi" venait de France. Les journaux de l'hexagone qui prétendaient se permettre des libertés avec l'orthodoxie résidentielle, "Le Monde", "France-Observateur", "Combat", "Témoignage Chrétien", "Le Canard Enchaîné", "L'Humanité" ne risquaient rien moins que l'interdiction d'entrée ou la saisie.

Les journalistes venus de la métropole n'échappaient pas aux contraintes exercées sur leurs collègues du Maroc: ils étaient contrôlés dans leurs déplacements, dans leurs projets de reportages éventuels ou de rencontres avec des Marocains; de surcroît, pourvus de conseils propres à leur faire comprendre "ce qu'il faut dire et surtout ne pas dire", (aventure que j'ai personnellement vécue, mais connue de bien des confrères). L'insubordination en ce domaine pouvait être sanctionnée par des tracasseries diverses, et en certains cas par l'expulsion. Ce qui arriva à Eve Paret, brillante et hardie journaliste de "France Observateur".

En juillet 1953 ("l'affaire" de la pétition des caïds contre le Sultan était déclenchée) un congrès de la presse régionale réunit à Marrakech (fief du Glaoui meneur des caïds et des pachas rebelles) des journalistes du Maroc et de l'hexagone. Il me donna l'occasion d'écrire à Jean Chautemps, secrétaire général du journal "Le Maine Libre" (Le Mans, Sarthe) qui n'avait pu se déplacer mais qui s'intéressait aux problèmes du Maroc:

"Il est affligeant de penser que les personnes, et en particulier les journalistes qui essaient de recueillir une documentation objective, et non unilatérale, soient considérés comme des "trublions" ou des Français "défrancisés" parce qu'ils ne limitent pas leurs sources d'information aux porte-parole de la Résidence. Ainsi le journal

Source: Anne marie Rozelet: Passeur d'espérance, Français libéraux dans le Maroc en crise 1945-1955" – Afrique Orient, 1998, p.62

"Maroc-Presse" s'est vu prendre sévèrement à partie par certains confrères marocains et par l'hebdomadaire "Paris", pour avoir, paraît-il, osé suggérer aux journalistes de la métropole, de circuler un peu librement, d'interroger d'autres notabilités que le Glaoui, et peut-être demander audience au Sultan, ce qui parut le comble de l'incorrection, une telle initiative n'ayant pas reçu le "visa" de la Résidence..." (lettre - 21 juillet 1953)

Le métier devenait alors pour ces journalistes une aventure dont les risques n'étaient pas minces, les péripéties parfois tragiques, qu'il convenait de ne pas laisser oublier.

Dans le journal "Le Monde" du 24/25 mars 1985, paraissait sous le titre

"Journalistes", la lettre d'un lecteur en réponse à un article exposant les risques courus par les journalistes dans quelques points alors "chauds" de la planète, Inde, Grande-Bretagne, pays de l'Est, Espagne... Le lecteur désirait combler une lacune qu'il avait relevée dans cette liste et y ajoutait les "pays coloniaux ou de protectorat où il y a peu de temps encore les journalistes exerçaient leur métier".

"Ces confrères qui ferraillaient contre une opinion conservatrice, un pouvoir abusif, une vérité officielle truquée, qui réclamaient une justice bafouée, qui étaient poursuivis d'une haine tenace, qu'on essayait par la censure, l'intimidation et même par des attentats de faire taire. En vain. C'est cela, affirmait le correspondant, le "métier-passion" qui demande beaucoup d'abnégation et de courage." (Texte intégral en annexe)

L'évidente sincérité, l'expérience vécue qui sous-tendait visiblement ce témoignage, sa véhémence même, le rendaient émouvant. Sa signature éveillait la curiosité, "Jean-François Henry"... Un prénom double? Trois prénoms? Un pseudonyme?

Peu de lecteurs sans doute, pouvaient avoir la clé de l'énigme: Jean, Henry, François (pour Françoise), les prénoms des trois enfants d'Antoine Mazzella (devenu en 1954 rédacteur en chef de "MarocPresse" alors passé aux Libéraux) qui faillirent être les victimes d'une bombe jetée sur le balcon de l'appartement où ils dormaient.

Pour l'amour paternel cruellement blessé, ce souvenir était demeuré un "cauchemar", prêt à resurgir si une occasion ravivait la plaie, même trente ans après et suscitait comme une discrète marque d'affection cette signature dédiée aux enfants.

Source: Anne Marie Rozelet: *Passeur d'espérance, Français libéraux dans le Maroc en crise 1945-1955* – Afrique Orient, 1998, p.63

Il exorcisait sa mémoire, mais se gardait bien d'évoquer une expérience personnelle, n'écrivant que pour rendre hommage à la fidèle petite équipe des camarades du même combat et aux confrères de l'hexagone qui les avaient soutenus dans leur nouvelle aventure, celle de "Maroc-Press".

Source: Anne Marie Rozelet: *Passeur d'espérance, Français libéraux dans le Maroc en crise 1945-1955* – Afrique Orient, 1998, pp.59-64